

QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE en 2013

COMITE LOCAL de LA REGION de

LUSIGNAN

Service émetteur : Direction de la santé publique
Vigilances et Sécurités de l'Environnement et des Milieux
de la Vienne (VSEM-86) Tél : 05-49-44-83-71

Si la **surveillance** au quotidien de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine est exercée par les syndicats d'eau ou communes avec leurs exploitants, le **contrôle sanitaire des eaux** qui relève de la compétence de l'Etat, est assuré par l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes pour le compte du Préfet. Les prélèvements et les analyses d'eau sont réalisés par le laboratoire agréé IANESCO de Poitiers.

Présentation des Unités de Distribution d'eau (UDI) :

La gestion de la production - distribution d'eau est assurée par le S.I.V.E.E.R., et il a été défini 3 UDI (A, B et C) afin de tenir compte des différents approvisionnements en eau.

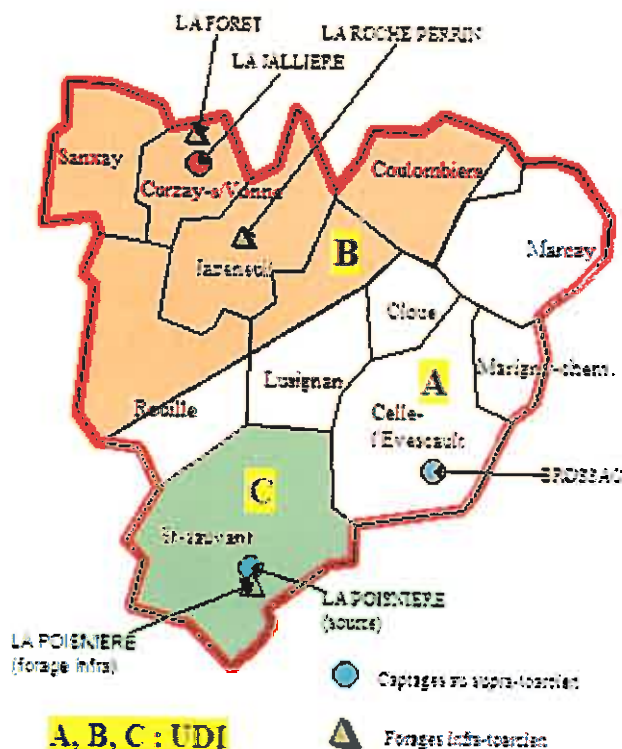
Origine de l'eau : L'eau que vous consommez provient de **ressources souterraines**.

L'UDI **A** est alimentée par un mélange d'eaux réalisé dans le réservoir situé au pied du château d'eau de Lusignan (depuis le mois de juillet 2005) provenant du captage de **Brossac (Celles-L'Evescault)** avec celui du forage de la nappe captive infra-toarcienne de **La Poissière (St Sauvant)**.

L'UDI **B** est desservie par un mélange d'eaux :

- de 2 captages situés sur la commune de **Curzay-sur-Vonne** provenant de la source de **la Jallière** (nappe libre supra-toarcienne) et du forage de **la Forêt** (nappe captive de l'infra-toarcien).
- d'un forage sollicitant l'aquifère captif de l'infra-toarcien (**forage de la Roche-Perrin**) situé sur la commune de Jazeneuil.

L'UDI **C** est alimentée par un mélange d'eau entre les forages supra et infra-toarcien de **la Poissière (St Sauvant)**. En 2013 suite aux teneurs élevées en pesticides dans les eaux du supra de la **Poissière** cette UDI a été alimentée par un mélange d'eau provenant de l'UDI A et du forage **infra**.

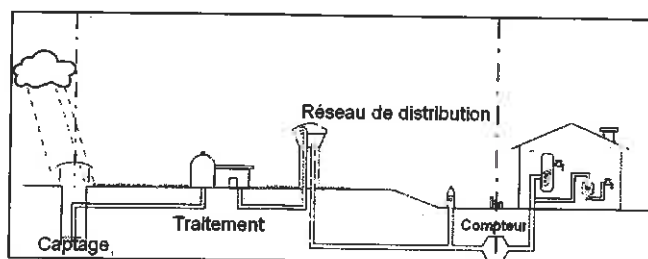


Traitement : Les eaux des forages de la Roche Perrin et de La Forêt bénéficient d'une déferrisation puis d'une désinfection. L'eau des autres ressources ne subit qu'un simple traitement de désinfection par le chlore gazeux avant distribution.

Contrôle : 140 prélèvements représentant 5566 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément aux modalités prévues dans le Code de la Santé Publique.

Protection des ressources :

Tous les captages bénéficient d'un arrêté préfectoral d'autorisation avec une inscription au fichier des Hypothèques.



Qualité de l'eau distribuée :

PARAMETRES (moyennes 2013)		Limites de qualité	UNITES DE DISTRIBUTION				
			A (CE Lusignan)	B (CE de Curzay)	C (La Poisnière)		
pH		6,5 - 9	7,6	7,7	7,6		
TURBIDITE (NFU)		2	0,33	0,32	0,28		
DURETE (TH en °F)		Néant	24,6	23,6	25,3		
TAC (°F) Titre Alcalimétrique Complet			22,9	21,3	22,8		
FLUOR (en mg/l)		1,5 mg/l	1,00	1,04	0,93		
NITRATES (en mg/l)		50 mg/l	31,1	32,4	31,0		
MINERALISATION moyenne							
UDI	Conductivité	Calcium	Magnésium	Sodium	Potassium	Chlorures	Sulfates
A	551 µS/cm	97 mg/l	7 mg/l	23 mg/l	3 mg/l	31 mg/l	12 mg/l
B	600 µS/cm	70 mg/l	16 mg/l	36 mg/l	2 mg/l	45 mg/l	24 mg/l
C	550 µS/cm	74 mg/l	12 mg/l	21 mg/l	3 mg/l	22 mg/l	13 mg/l

Bactériologie

- Les analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été d'excellente qualité (100 % de conformité).

Minéralisation

- Les eaux distribuées sont d'une minéralisation moyenne et bicarbonatées calciques. Le pH est légèrement basique.

Turbidité

- L'eau des 3 UDI présentent une **bonne limpidité et transparence**, caractérisée par une faible turbidité (inférieure à 0,5 NFU en moyenne).

Dureté

- La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés Français (1 °F = 4 mg/l de calcium et 0,7 °anglais et 0,56 ° allemand). Les eaux distribuées renferment une dureté **moyenne**.

Fluor

- Le fluor, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. Les eaux alimentant les 3 unités en renferment des **concentrations moyennes voisines de 1 mg/l**, ce qui ne nécessite pas à priori d'apports fluorés complémentaires.

Nitrates

- Les concentrations moyennes sont modérées. Les mélanges réalisés avec les eaux des nappes captives ont permis depuis 2005 d'améliorer la qualité de l'eau distribuée.

Pesticides

- Les recherches réalisées sur 190 substances n'ont révélé que des **traces de triazines pour les UDI A et B** et du **métolachlore** dans l'eau distribuée sur St Sauvant (UDI C) à une concentration légèrement inférieure à la valeur limite de qualité fixée à 0,1 µg/l.

Le métolachlore a cependant été retrouvé régulièrement en 2013 dans l'eau brute du forage au supratoarcien de La Poisnière à des teneurs supérieures à 0,1µg/l (8 recherches comprises entre 0,25 et 0,34 µg/l) ce qui a nécessité l'arrêt de ce captage.

Fer

- Une teneur en fer (310 µg/l), supérieure à la valeur référence de 200 µg/l, a été constatée le 01 mars 2013 sur le réseau de distribution du Lycée agricole de Venours.

Conseils et recommandations :

- En cas d'absence de votre domicile pendant plusieurs jours, un risque éventuel de dégradation de la qualité de l'eau lié à une stagnation prolongée de celle-ci dans les canalisations peut survenir. Il est alors recommandé de **laisser couler quelques litres d'eau avant de la prélever pour des besoins alimentaires**.
- Pour éliminer les éventuels goûts de chlore, **vous pouvez conserver l'eau au frais** quelques heures avant de la consommer.
- Si vos canalisations et branchements sont en plomb, il est fortement conseillé de les remplacer. Dans l'attente, et avant de consommer l'eau, il est recommandé de la laisser couler quelques minutes au robinet et/ou de tirer une chasse d'eau, afin de réduire les quantités de plomb dissous dans l'eau.
- Seule l'eau du réseau public peut être déclarée potable. Les ouvrages privés (puits particuliers, récupérations d'eau de pluie) doivent être déclarés en mairie et ne doivent en aucun cas être connectés sur le réseau intérieur d'eau potable

Pour plus d'informations... Veuillez consulter votre mairie, votre exploitant, l'Agence Régionale de Santé, ou le site Internet de l'ARS : www.ars.poitou-charentes.sante.fr – Services en ligne – Eau du robinet

OBJECTIFS SANITAIRES APPLICABLES AUX DOCUMENTS D'URBANISME

Le document d'urbanisme doit élaborer un projet de développement durable dans un souci d'équilibre, de diversité et de respect de l'environnement. Il vise notamment à assurer la protection de la santé des populations et la prévention des risques et des nuisances au travers de :

◆ L'alimentation en eau potable

"Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation" (article L. 1321-1 du code de la santé publique)

Pour assurer cet objectif, il importe d'alimenter les zones d'urbanisation par une distribution publique (captage et réseau). Ainsi, le PLU doit présenter les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation. A partir de cet état des lieux, est démontrée l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation au terme du PLU et les moyens mobilisables. Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Le PLU recensera également les constructions non desservies par une distribution publique. Dans ce cas, les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, devront faire l'objet d'une autorisation préfectorale. L'extension de ces constructions sera conditionnée à la desserte par un réseau public d'eau potable ou à la compatibilité du projet avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Pour les constructions d'habitation (à usage unifamilial), en l'absence du réseau public notamment en zone agricole, l'autorisation préfectorale n'est pas exigée, toutefois une déclaration doit être faite auprès de la ARS (Unité VSEM) et de la DREAL.

Les projets d'urbanisation devront être compatibles avec la protection de ces ressources.

◆ La qualité de l'air

"L'Etat, les collectivités territoriales ainsi que les personnes privées concourent à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à la santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie" (extrait de l'article L. 220-1 du Code de l'environnement)

Dans cette optique, le PLU peut notamment conseiller la diversification des plantations dans le cadre d'un cahier des charges des prescriptions architecturales et paysagères afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens (particulièrement de cupressacées : cyprès, thuya...).

◆ La lutte contre le bruit

"La lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou porter atteinte à l'environnement" (extrait de l'article L.571-1 du Code de l'environnement)

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure. Il est souvent perçu subjectivement, son appréciation dépend de nombreux facteurs : physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive), voire psychologiques (répétition, durée...).

Le PLU constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Il est rappelé également que les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

◆ Le traitement des déchets

" Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination" (extrait de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement)

Les déchets peuvent constituer en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliqués sur les différentes parties du territoire. Des plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers. Ces plans concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration...) que les communes doivent diriger vers des installations conformes à la réglementation en vigueur. L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Ainsi, le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

Par ailleurs, si la destination des boues issues d'un dispositif d'épuration communal n'est pas organisée, elles doivent être valorisées ou éliminées suivant une filière réglementaire. Dans le cas où la solution retenue est la valorisation agricole, un plan d'épandage doit être élaboré en application du décret du 8 décembre 1997.

Les zones de développement de l'urbanisation doivent notamment prendre en considération la proximité des secteurs d'épandage compte tenu des risques de nuisances olfactives.

D'une manière générale, les zones urbanisables doivent respecter :

- la protection de la ressource en eau ;
- un éloignement suffisant des installations à risques ou nuisantes, existantes ou abandonnées (dispositifs épuratoires, centres de traitement des déchets, établissements industriels ou artisanaux, bâtiments d'élevage, anciens dépôts de déchets, zones d'épandage de boues...) ;
- les contraintes liées à la création ou à l'existence de lignes électriques ou de relais de radiotéléphonie.

